



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 25 mars 05

Groupement enseignement général

Lieutenant Colonel
Oliver JENKINS
B4

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 4... / la souveraineté étatique a-t-elle un avenir ?

Aujourd'hui, la sécurité collective est devenue la règle du jeu au lieu de l'exception. Pourtant, l'état représente toujours le meilleur instrument pour garantir la protection de ses citoyens. Par conséquent, la souveraineté étatique restera primordiale. Nous allons, dans un premier temps étudier la popularité des instruments de coopération pour insister dans un second temps sur la durabilité de l'état souverain.

Depuis la chute du mur, la majorité des pays fonde leurs espoirs de paix sur la notion de sécurité collective. Cette transformation a ses racines avec la Société des Nations après la Première Guerre mondiale, puis est avancé avec le succès de l'OTAN pendant la guerre froide, et murait après l'effondrement de la menace soviétique. L'évolution des états nations de Machiavel vers des communautés de sécurité a plusieurs facettes :

De prime abord, dès que l'adversaire du bloc Est était détruite tout le monde se demandait pourquoi maintenir des armées construit par rapport à l'ancien ennemi en face. On n'avait pas besoin de grandes forces militaires pour agir dans les conflits de basse intensité. Donc les années 90 étaient caractérisées par des réductions budgétaires de la défense dans les pays de l'ouest. Avec ses réductions, les gouvernements ont reconnu qu'ils pouvaient trouver des solutions pour "burden sharing" (partager des charges) sans des vrais réductions capacitaires. Donc les opérations militaires ont devenue quasiment toujours multinationales. La sécurité collective est seulement la formalisation de cet effet.

Actuellement, les géopoliticiens parlent de la "sécurité globale". Cette théorie comprend l'idée de l'élargissement du concept de sécurité qui tient en compte d'autres risques que militaires pour la sécurité, comme les menaces économiques, sociales et environnementales qui inclut les réfugiés, les mafias, les drogues et le blanchissement de l'argent. L'aspect multinational de la sécurité collective semble être bien adaptés aux menaces contemporaines car les réseaux sont complètement trans-frontaliers.

Ensuite, selon les spécialistes de relations internationales, pour créer ses communautés de sécurité il faut au moins trois conditions. Premièrement, il nécessite entre états une compatibilité des régimes politiques. Deuxièmement, les membres doivent abandonner l'option du recours à la force entre eux pour résoudre leurs différences. Finalement, les états doivent maintenir des comportements politiques, économiques, et sociaux prédictibles.

En outre, l'Union européenne devrait être évaluée selon ce schéma car elle est l'exemple typique d'une communauté de sécurité "amalgamiste". Les états de l'Europe clairement cherchent une identité commune et une sorte de fusion de souveraineté. (Si la motivation vient du désir de contrer la soi-disant hégémonie américaine, cela est hors du sujet de la fiche.) Ils ne s'intéressent pas seulement à la paix mais aussi à générer ce sentiment d'identité commune. Les pays de l'UE partagent des valeurs et un vouloir vivre en commun, mais anticipent également des avantages économiques.

Pourtant, les communautés de sécurité ne remplaceront jamais le rôle de l'état dans la matière de défense.

Pour long temps, les réalistes ont insisté sur la place de l'état comme élément clé pour la protection de la population. Aristote, Machiavel, et Clausewitz dépendaient de l'importance de l'état pour leurs thèses et la durabilité de ces thèses donne la crédibilité à la durabilité de la souveraineté étatique. Leur importance historique presque la garantit.

Tout d'abord, les gens se sont élevés avec l'idée que l'état était créé pour assurer un certain niveau de sécurité et voire même de vie pour son population. La Seconde Guerre mondiale est toujours dans la pensée collective des peuples. Est-ce qu'ils seront disposés de laisser leur protection à d'autres qui soixante ans avant essayaient de les détruire ? Plusieurs sont consentantes de laisser les opérations de maintien de l'ordre, de soutien aux organisations humanitaires et l'imposition de la paix, loin de leurs frontières aux autres. Mais, dès que se cela entraînera la défense de la patrie, ils seront beaucoup moins à l'aise.

D'autre part, il n'y a rien qui suggère que la notion de patriotisme sera remplacée. D'appartenir à une communauté élargie est consolant mais sera jamais assez. Regard-on le cas des Bretons aujourd'hui : ils sont Bretons premier, Français deuxième et Européens troisième. Avec des héritages quelconques, il est difficile d'envisager qu'ils se sépareront de leur attachement à la souveraineté.

Enfin, on ne peut pas sous-estimer la valeur du patriotisme pour le soldat sur le champ de bataille. Il s'engage dans le militaire avec l'idée que le gouvernement qui lui donne les ordres et le même qu'il a élu. L'état lui donne une sorte de légitimité des actions dans les conflits et une raison de risquer sa vie. D'agir dans des petites crises régionales avec un ennemi peu puissant en dessous le drapeau bleu est une chose, de déployer dans un conflit de haute intensité sans la liaison directe avec le bleu blanc rouge est quelque chose d'autre. Donc, il est difficile d'envisager une force militaire non-souveraine disposée de risquer sa vie pour une communauté de sécurité.

En définitive, la sécurité collective a prouvé son utilité aujourd'hui car elle est bien adaptée aux crises contemporaines, mais elle n'éliminera jamais l'état nation comme acteur central dans la matière de la défense à mesure qu'il restera toujours la possibilité d'un conflit majeur mondial.

Pièce(s) jointe(s)
à la
Fiche de géopolitique
du grade nom prénom